

Zwick, Peter. *National Communism*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 270 p. ISBN : 0-86531-427-6

Stanislav Kirschbaum

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701547ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701547ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1983). Compte rendu de [Zwick, Peter. *National Communism*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 270 p. ISBN : 0-86531-427-6]. *Études internationales*, 14(3), 563–564. <https://doi.org/10.7202/701547ar>

reconnaître que celui-ci, déjà traversé d'une multitude de contradictions, a plus exactement été mis en veilleuse par la récession (ou crise) actuelle.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

ZWICK, Peter. *National Communism*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 270 p. ISBN: 0-86531-427-6

Voici un ouvrage fort intéressant qui propose au lecteur un examen de la relation entre nationalisme et communisme telle qu'elle se manifeste non seulement dans la théorie, mais surtout dans la pratique. L'auteur consacre deux chapitres à l'examen de ces deux idéologies passant en revue leurs points saillants, notamment les dimensions qu'elles ont en commun. Dans les trois chapitres qui suivent, l'auteur analyse la position soviétique, le titisme, les événements en Europe de l'Est, notamment en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Pologne. Puis jette un regard sur le rôle du communisme comme mouvement de libération nationale: surtout en Chine, en Corée, au Vietnam, à Cuba, au Nicaragua et dans d'autres pays du Tiers-Monde. Le dernier chapitre examine l'avenir du communisme.

La thèse principale de cet ouvrage est que le communisme ne peut être que national. Il est une réponse aux bouleversements causés par la révolution industrielle dont chaque manifestation est nécessairement nationale, tout au moins jusqu'au jour où toutes les nations, c'est-à-dire tous les pays, auront atteint le même stade de développement. Se penchant sur les écrits de Marx et de Lénine, Zwïck montre que, malgré certaines contradictions manifestes, ces deux stratèges et théoriciens de la révolution prolétarienne reconnaissaient l'importance des variations nationales. La perception contemporaine d'un communisme international est due à la décision de Staline de faire du marxisme soviétique, lui-même manifestation d'un communisme national, une idéologie internationale et de rejeter, si besoin

par la force, toute autre variante. Aussi l'auteur montre-t-il que cette politique n'a eu de succès que là où les Soviétiques manifestent une présence militaire et politique, c'est-à-dire en Europe de l'Est. La Yougoslavie de Tito, exception à cette règle, en se distançant de Moscou dût développer son propre communisme. Ce faisant, elle démontrait aux autres pays est-européens que la version soviétique n'était pas nécessairement la seule possible. Dès lors, les pays de l'Est n'ont cessé de chercher la voie que les Soviétiques considéraient comme tolérable et qui ne met point en jeu les intérêts stratégiques de ces derniers en Europe.

Il est de bon aloi dans la littérature contemporaine de définir les événements en Europe de l'Est depuis 1953 comme des manifestations de nationalisme, en particulier ceux qui ont provoqué une intervention militaire soviétique. Il ne nous semble toutefois pas exact de suggérer que derrière ces événements il y avait une tentative pour développer un communisme national. Dans les trois cas les plus saillants, Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968 et Pologne 1980, le mouvement enclenché, s'il avait pu aller jusqu'à son aboutissement logique, allait rejeter les principes qui font du communisme le système politique qu'il est; notamment le parti unique, la propriété collective, la vision dialectique, basée sur la lutte des classes, du développement historique et l'anti-impérialisme. Zwïck reconnaît que les mobiles de l'intervention soviétique étaient davantage stratégiques qu'idéologiques; il n'en reste pas moins que les mouvements qui se développaient dans ces pays avaient très peu en commun avec le communisme et beaucoup plus avec le nationalisme. En d'autres termes, ils manifestaient une antinomie entre nationalisme et communisme.

Il nous semble que ce que Zwïck appelle communisme national est en fait communisme local. La distinction est importante et elle permet de résoudre le dilemme posé par les variations qu'on retrouve dans chaque régime communiste. Le nationalisme, en tant qu'idéologie, s'il définit un adversaire contre lequel il faut combattre, signale aussi la volonté de la nation de chercher et de développer son propre

système politique. Historiquement, nationalisme et libéralisme se sont développés ensemble. Les sociétés qui n'avaient pas atteint le degré de développement économique et social nécessaire pour soutenir un système libéral, se virent prises en main par des élites étatiques (bureaucratiques ou militaires) qui prétendaient prendre le pouvoir au nom de la nation et ainsi justifiaient leur droit de gouverner. Beaucoup de ces élites devinrent conservatrices voire répressives. Leurs régimes se disaient nationalistes, mais ne l'étaient pas, sauf de façon auto-déclarative.

C'est ce qui c'était produit en URSS en 1917 avec la différence que l'élite qui prit le pouvoir affichait aussi son adhésion à une idéologie qui se disait universaliste, se basant sur une classe, plutôt que sur l'ensemble de la nation. Ce fut le même phénomène dans les autres pays, notamment en Chine, en Indochine, et à Cuba. L'Europe de l'Est s'avère être l'exception dans la mesure où le communisme fut imposé par les Soviétiques. Aussi n'est-il pas étonnant que la Yougoslavie, et plus tard l'Albanie, furent les deux pays qui se distancèrent de Moscou; ce sont des élites communistes autochtones qui avaient fait la révolution. Toutes ces élites ont en commun les quatre caractéristiques d'un régime communiste que nous avons énumérées ci-dessus. Les différences qu'elles affichent sont de caractère local, c'est-à-dire qu'elles répondent à une culture politique spécifique. Ce ne sont pas des communismes nationaux puisque la nation n'est point appelée à décider de son sort. Le système communiste n'offre d'ailleurs pas à la nation l'occasion d'articuler librement ses choix. Les nations, notamment en Europe de l'Est qui ont cherché à décider de leur sort ont en fait voulu rejeter le communisme.

Notre brève argumentation en faveur d'une redéfinition des régimes communistes témoigne de l'intérêt que suscite l'ouvrage de Zwick. Sa présentation des différents régimes est bonne. Cet ouvrage mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au mouvement communiste.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
Collège Glendon, York University, Toronto*

HALPÉRIN, Jean et LEVITTE, Georges (sous la direction de). *Politique et religion: Actes du XX^e Colloque des intellectuels juifs de langue française*. Paris, Gallimard, Coll. « Idées », 1981, 411 p.

La plupart des exposés contenus dans le présent volume portent sur le judaïsme, une religion qui a toujours manifesté une grande méfiance envers l'autorité politique. Le premier État mentionné dans la Bible est Babel (*Genèse*, 10: 8-10), dont le sort inglorieux sert à rappeler la souveraineté de Dieu sur l'univers. Le pouvoir politique juif n'échappe pas, lui non plus, à la critique. Lorsque les Israélites demandent au vieux Samuel de leur donner un roi « comme en ont tous les peuples », le prophète est consterné et demande conseil à Dieu. La réponse est cinglante: « Cède à la voix de ce peuple, fais ce qu'ils te disent; ce n'est pas toi qu'ils rejettent, c'est moi-même dont ils ne veulent plus pour leur roi. » Samuel finit donc par exaucer leur vœu, mais non sans leur lancer un sévère avertissement: un roi imposera à ses sujets la conscription militaire, des corvées sans fin et des contributions fiscales écrasantes (*I Sam.* 8: 1-15).

Si le judaïsme rejette le principe d'une domination païenne sur les Juifs, il accepte un bon gouvernement païen comme une nécessité provisoire. Emmanuel Levinas rappelle que les rabbins du Talmud ne se gênaient pas pour traiter Rome de puissance « scélérate », mais souhaitaient néanmoins sa victoire sur la Perse. À leurs yeux, Rome était le seul empire capable d'instaurer un ordre matériel dans le monde, et l'ordre matériel est la condition préalable à l'instauration de l'ordre spirituel, où règneront partout justice et fraternité. De nos jours, affirme Levinas, le rôle de créer un nouvel ordre matériel appartient à l'Occident. Celui de l'achever par le règne de la justice universelle revient, comme par le passé, au judaïsme.

Au Moyen-Âge, aucune puissance n'était capable d'exercer une domination universelle. La tension entre le religieux et le politique dans le judaïsme était par conséquent moins forte qu'à l'époque romaine. Plusieurs partici-